

Nations Unies ASSEMBLEE GENERALE

DIXIEME SESSION
Documents officiels



CINQUIEME COMMISSION, 506e

SEANCE

Mercredi 9 novembre 1955,
à 10 h. 50

New-York

SOMMAIRE

| | Pages |
|--|-------|
| Point 43 de l'ordre du jour: Revision des méthodes de vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées: rapports du Secrétaire général et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (<i>suite</i>)..... | 117 |
| Point 36 de l'ordre du jour: Rapports financiers et comptes, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (<i>suite</i>): c) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, exercice terminé le 30 juin 1955..... | 118 |
| d) Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée, exercice terminé le 30 juin 1955..... | 119 |
| Point 46 de l'ordre du jour: Rapports de vérification des comptes concernant les dépenses effectuées par les institutions spécialisées, au titre du Compte spécial de l'Assistance technique..... | 119 |
| Point 54 de l'ordre du jour: Enregistrement et publication des traités et accords internationaux: rapport du Secrétaire général..... | 120 |

Président: M. Hans ENGÉN (Norvège).

POINT 43 DE L'ORDRE DU JOUR

Revision des méthodes de vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées: rapports du Secrétaire général et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/2974, A/2990) [*suite*]

1. M. HAGBERG (Suède) se demande, comme le dit le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 2 de son rapport (A/2990), si par principe il ne serait pas judicieux de conserver un système dont une expérience de neuf années a montré qu'il était satisfaisant; il craint que tout nouveau plan ne se heurte à des objections et même ne comporte quelques dangers. La délégation suédoise serait donc favorable au maintien du système actuel, s'il est possible de conserver à la vérification des comptes la haute valeur que lui a donnée jusqu'à présent le Gouvernement canadien. Elle tient à rendre hommage aux services rendus par le Vérificateur général des comptes du Canada et les autres commissaires aux comptes depuis la création de l'Organisation et ose encore espérer que le Gouvernement canadien reviendra sur sa décision de se retirer du Comité des commissaires aux comptes.

2. La question des méthodes de vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées appelle une étude approfondie

et il serait préférable d'attendre quelques années avant de prendre une décision définitive dans ce domaine. Toutefois, si le Canada reste sur sa position, la Suède est prête à examiner de façon très approfondie les propositions contenues dans le rapport du Secrétaire général (A/2974) et dans celui du Comité consultatif (A/2990) qui permettraient d'élargir le choix des commissaires aux comptes. Comme le Comité consultatif et le Secrétaire général, la délégation suédoise pense que le mandat du Comité des commissaires aux comptes devrait demeurer inchangé. Elle approuve également la recommandation du Comité consultatif tendant à ce que le vérificateur principal soit nommé par l'Assemblée générale.

3. M. LIVERAN (Israël) constate que tout le monde est d'accord pour reconnaître les avantages du système de vérification extérieure. Si l'on envisage de le modifier, c'est uniquement parce que son application présente certaines difficultés pratiques. On peut cependant se demander si les modifications que propose le Secrétaire général n'auraient pas pour effet de transformer fondamentalement un système dont les mérites sont établis. Avant d'entreprendre une réforme, il serait bon de savoir si d'autres gouvernements n'accepteraient pas de se charger de la tâche qui était jusqu'ici assumée par le Canada et, dans ce cas, d'avoir des précisions sur les frais qu'entraîneraient les diverses solutions que l'on pourrait adopter.

4. M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) rappelle qu'à la précédente séance, le représentant des Etats-Unis a déclaré que, dans le cas où l'on adopterait le système proposé par le Comité consultatif, il serait opportun de consulter le Comité pour le choix du vérificateur principal, ou d'obtenir son approbation.

5. Pour sa part, le Comité consultatif pense qu'il n'est pas de sa compétence d'approuver ou de rejeter une candidature. Il pourrait tout au plus donner un avis, mais cet avis ne lierait pas le Comité des commissaires aux comptes, qui resterait maître de sa décision.

6. M. FENAUX (Belgique) rend hommage au Vérificateur général des comptes du Canada et au Gouvernement canadien pour les services qu'ils ont rendus à l'Organisation depuis sa création. Il serait judicieux, à son avis, de garder le système actuel, qui a donné satisfaction pendant neuf ans; s'il ne faut pas négliger la question des économies possibles, il faut cependant se préoccuper avant tout de conserver à la vérification des comptes la haute valeur qu'elle a eue jusqu'à présent.

7. Comme le Comité consultatif l'a fait observer au paragraphe 9 de son rapport, il est autant de l'intérêt du Secrétaire général que de celui de l'Organisation elle-même que l'indépendance absolue du Bureau de vérification extérieure des comptes que le Secrétaire général propose de créer ne puisse être contestée. M. Fenaux partage cependant les inquiétudes que certains représentants ont exprimées au sujet de la portée des

changements proposés, et il juge préférable de laisser quelques années s'écouler, comme le représentant de la Suède l'a suggéré, avant d'adopter définitivement un autre système de vérification. Il souhaite donc, avec le représentant des Etats-Unis, que le Gouvernement canadien revienne sur sa décision de se retirer du Comité des commissaires aux comptes.

8. M. TCHETCHYOTKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) n'est pas hostile, en principe, à une revision des méthodes de vérification des comptes. Si l'Assemblée s'engageait dans cette voie, la délégation de l'URSS appuierait les suggestions du Comité consultatif. Elle estime elle aussi que la responsabilité de la vérification extérieure des comptes incombe, en dernier ressort, aux vérificateurs gouvernementaux et elle fait siennes les vues exprimées par le Comité consultatif aux paragraphes 9 et 10 de son rapport au sujet de la désignation du vérificateur principal et de l'expérience qu'il doit avoir.

9. Les fonctionnaires du Bureau de vérification extérieure des comptes devraient être choisis sur une base géographique aussi large que possible, parmi tous les pays qui pourraient détacher certains de leurs fonctionnaires. Ce Bureau ne devrait donc pas être composé pour moitié seulement de fonctionnaires détachés des services nationaux; il faudrait au contraire veiller à ce que le maximum d'Etats y soient représentés.

10. La délégation de l'URSS estime, avec le Comité consultatif (A/2990, par. 13) qu'il y aurait avantage à confier certaines des fonctions actuelles du Service de vérification intérieure au Bureau de vérification extérieure des comptes; cette mesure permettrait éventuellement une simplification du système de vérification et, par conséquent, une réduction des dépenses.

11. En ce qui concerne enfin le choix du vérificateur principal, à propos duquel le Président du Comité consultatif vient de relever l'opinion exprimée par le représentant des Etats-Unis, l'URSS pense que le Comité consultatif ne doit jouer aucun rôle; il n'y aurait même pas lieu de consulter le Comité.

M. Khalaf (Irak), vice-président, assume la présidence.

12. M. CLOUGH (Royaume-Uni) s'associe aux éloges qui ont été adressés aux commissaires aux comptes et reconnaît toute la valeur des services que le Canada a rendus à l'Organisation pendant neuf années. Le système actuel donne toute satisfaction, et la délégation du Royaume-Uni aimerait qu'il soit maintenu. Elle se rend compte toutefois que le fardeau ainsi imposé aux services de vérification des comptes d'un Etat Membre, qui doit fournir le personnel nécessaire à des travaux détaillés, justifie la revision des méthodes de vérification.

13. Si l'on adopte un nouveau système, il est essentiel que la responsabilité continue à en incomber aux vérificateurs gouvernementaux. La vérification doit s'opérer à tous les échelons d'une manière absolument indépendante de l'Organisation des Nations Unies, et le personnel qui en est chargé ne devrait être responsable que devant le Comité des commissaires aux comptes. Le système devrait permettre d'assurer aux opérations de vérification le maximum de continuité dans les méthodes employées compatible avec une gestion économique.

14. La délégation du Royaume-Uni accepte, dans leurs grandes lignes, les propositions du Secrétaire général modifiées suivant les suggestions du Comité consultatif, parce qu'elles permettraient d'établir un système de

vérification des comptes répondant aux conditions énoncées ci-dessus et facilement adaptable au cas où des institutions spécialisées seraient désireuses d'en bénéficier. Les suggestions du Comité consultatif au sujet de la nomination du vérificateur principal et de l'indépendance qu'il doit avoir sont particulièrement pertinentes. La délégation du Royaume-Uni fait siennes la suggestion de la délégation des Pays-Bas tendant à ce que le groupe commun de vérificateurs ait une voix consultative dans la désignation du vérificateur principal.

15. On a parlé du problème de l'emploi à plein temps du personnel de vérification des comptes. La délégation du Royaume-Uni pense qu'il conviendrait de ne pas fixer de façon définitive la proportion des fonctionnaires permanents parmi le personnel du Bureau de vérification extérieure des comptes; si, pendant les premières années, le Bureau n'est chargé que de la vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies, il pourrait se composer presque uniquement de fonctionnaires détachés des services nationaux; on pourrait lui adjoindre par la suite des fonctionnaires permanents, dans la mesure nécessaire pour assurer les travaux permanents de vérification extérieure.

16. Il serait bon, comme l'a suggéré le Comité consultatif (A/2990, par. 10), que le vérificateur principal ait occupé un poste supérieur dans un service national de vérification des comptes pendant une période suffisamment longue; toutefois, ce serait peut-être limiter sans raison le choix des candidats que d'exiger, dans tous les cas, que cette période soit de 10 ans au moins.

17. La Cinquième Commission aurait intérêt à étudier les dispositions à prendre pour le choix du vérificateur principal si le nouveau système était adopté; dans ce cas, en effet, il serait difficile au Comité des commissaires aux comptes d'établir une liste de candidats qualifiés et à l'Assemblée générale de choisir un candidat avant la fin de la présente session. Il serait possible, pour résoudre ce problème, de demander au Comité des commissaires aux comptes présentement en fonctions de demeurer en exercice pendant une nouvelle période allant, par exemple, jusqu'au 31 décembre 1956. La délégation du Royaume-Uni aimerait connaître l'avis d'autres délégations sur ce point.

POINT 36 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports financiers et comptes, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (suite)

Sur l'invitation du Président, M. Sellar, président du Comité des commissaires aux comptes, M. Labrousse, directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, et M. Thurston, directeur du Bureau régional des Etats-Unis de l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée, prennent place à la table de la Commission.

c) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, exercice terminé le 30 juin 1955 (A/2989, A/3021)

18. M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) signale qu'au paragraphe 8 de son rapport (A/3021), le Comité consultatif mentionne un projet pour lequel l'Office, après avoir dépensé un total de 443.157 dollars, a été amené, pour des raisons d'ordre technique,

à dégager toute responsabilité quant à l'achèvement des travaux. Toutefois, les difficultés techniques ont désormais été éliminées. L'Office et le Royaume hachémite de Jordanie, sur le territoire duquel le projet est exécuté, ont décidé ce qui suit : à l'origine, un crédit de 515.760 dollars avait été affecté à l'exécution du projet; l'Office ayant réglé le solde de 72.603 dollars, le Gouvernement jordanien se charge de poursuivre l'exécution des travaux. C'est pourquoi M. Agnides propose de modifier comme suit la dernière phrase du paragraphe 8 du rapport : "Toutefois, d'après ce que le Comité consultatif croit savoir, le Gouvernement jordanien se chargera de poursuivre l'exécution du projet en question."

19. M. HALL (Etats-Unis d'Amérique) signale que, compte tenu des observations du Comité consultatif qui a dit, dans son rapport, que l'Office rectifierait certaines méthodes que le Comité des commissaires aux comptes avait critiquées, sa délégation est prête à approuver les comptes de cet Office.

20. M. FRIIS (Danemark) attire l'attention sur les cas exposés au paragraphe 9 du rapport du Comité consultatif et il se déclare satisfait des assurances données par le Directeur de l'Office. Il ajoute qu'un organisme financé par des contributions volontaires doit suivre des méthodes identiques à celles qu'applique le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

21. M. LABOUISSSE (Directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) se référant au paragraphe 9 du rapport du Comité consultatif, précise que l'Office verse des indemnités à certains fonctionnaires afin d'éviter des injustices. L'Office cherche, en consultation avec le Secrétariat de l'Organisation, à suivre des méthodes administratives qui se rapprochent de celles qu'applique le Secrétariat. Toutefois, M. Labouisse ne peut pas donner l'assurance qu'il supprimera les allocations et les indemnités de licenciement dont le versement a été garanti aux fonctionnaires au moment de leur engagement. D'une part, beaucoup de fonctionnaires de l'Office reçoivent un traitement inférieur à celui que pourraient leur offrir certaines institutions spécialisées qui ont des bureaux dans la même région; d'autre part, ils ne sont pas affiliés à une caisse de retraite comme les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées.

22. M. FRIIS (Danemark) remercie le Directeur de l'Office des précisions qu'il vient de donner. Etant donné le caractère très général des renseignements dont la Commission est saisie, il ne désire pas entrer dans le détail. Sa délégation se déclare satisfaite de l'esprit avec lequel le Directeur de l'Office aborde la question.

23. Le PRESIDENT propose à la Commission de recommander à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

"L'Assemblée générale

"1. *Accepte* les comptes de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, pour l'exercice terminé le 30 juin 1955, ainsi que l'attestation du Comité des commissaires aux comptes (A/2989) ;

"2. *Prend acte* des observations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son treizième rapport à l'Assemblée générale (dixième session) [A/3021]." *A l'unanimité, ce projet de résolution est approuvé.*

d) Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée, exercice terminé le 30 juin 1955 (A/2987, A/3012)

24. M. VAN ASCH VAN WIJCK (Pays-Bas) attire l'attention de la Commission sur les observations importantes que le Comité consultatif a présentées aux paragraphes 5 et 6 de son rapport (A/3012). Toutefois, il se demande s'il n'y a pas une certaine contradiction au paragraphe 5 où le Comité consultatif estime, d'une part, qu'il est possible de réduire les dépenses de personnel d'exécution et, d'autre part, qu'il faut veiller à conserver les fonctionnaires compétents et expérimentés. On peut espérer que la réduction des dépenses de personnel permettra néanmoins à l'Agence de conserver des fonctionnaires compétents.

25. M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) répond qu'il n'y a pas contradiction entre ces deux observations. Etant donné que la tâche de l'Agence diminue, on peut envisager une réduction des dépenses de personnel. Toutefois, il est indispensable, pour effectuer les dernières opérations sans heurt, de conserver les fonctionnaires les plus compétents.

26. M. PINARD (Canada) tient, comme le représentant des Pays-Bas, à attirer l'attention de la Commission sur les paragraphes 5 et 6 du rapport du Comité consultatif. Sa délégation approuve les comptes de l'Agence.

27. Le PRESIDENT propose à la Commission de recommander à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

"L'Assemblée générale

"1. *Accepte* le rapport financier et les comptes de l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée, pour l'exercice terminé le 30 juin 1955, ainsi que l'attestation du Comité des commissaires aux comptes (A/2987) ;

"2. *Prend acte* des observations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son onzième rapport à l'Assemblée générale (dixième session) [A/3012]." *Par 46 voix contre 0, avec 5 abstentions, le projet de résolution est approuvé.*

M. Labouisse, directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, et M. Thurston, directeur du Bureau régional des Etats-Unis de l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée, se retirent.

POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports de vérification des comptes concernant les dépenses effectuées par les institutions spécialisées, au titre du Compte spécial de l'assistance technique (A/2958, A/3015)

28. Le PRESIDENT propose à la Commission de recommander à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

"L'Assemblée générale

"*Prend acte* des rapports des commissaires aux comptes concernant les dépenses effectuées, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1954, par les institutions spécialisées au titre du Compte spécial de l'assistance technique (A/2958) et des observations que le Comité consultatif pour les questions

administratives et budgétaires a formulées dans son douzième rapport à l'Assemblée générale (dixième session) [A/3015]."

A l'unanimité, ce projet de résolution est approuvé.

29. Le PRESIDENT remercie M. Sellar, président du Comité des commissaires aux comptes, d'avoir bien voulu participer aux travaux de la Commission.

M. Sellar se retire.

La séance est suspendue à 11 h. 55; elle est reprise à 12 h. 5.

POINT 54 DE L'ORDRE DU JOUR

Enregistrement et publication des traités et accords internationaux: rapport du Secrétaire général (A/2971, A/3010)

30. M. VENKATARAMAN (Inde) propose l'ajournement de la séance.

31. M. FENAUX (Belgique) souligne que la question comprend des aspects juridiques et budgétaires. A son avis, la Commission ne devrait pas aborder l'étude des aspects budgétaires avant de connaître les

vues de la Sixième Commission qui examinera les aspects juridiques. Il propose donc d'attendre, pour aborder la question, d'avoir reçu le rapport de la Sixième Commission.

32. M. CLOUGH (Royaume-Uni) et M. LARREA (Equateur) appuient la proposition d'ajournement présentée par l'Inde, et ils estiment que, dès la séance suivante, la Commission pourrait entamer l'étude des aspects budgétaires de la question.

33. M. MONTERO BUSTAMANTE (Uruguay) pense, au contraire, que c'est l'aspect juridique de la question qui présente le plus d'importance et que la Commission devrait adopter la proposition belge.

34. M. PINARD (Canada) fait observer qu'en répartissant les questions entre ses diverses Commissions, l'Assemblée générale a suggéré que la question à l'ordre du jour soit étudiée d'abord par la Cinquième Commission, puis par la Sixième Commission (A/2980, par. 10).

A l'unanimité, la proposition d'ajournement de la séance est adoptée.

La séance est levée à 12 h. 15.